



Dans l'Aéronautique : Grève à l'usine SAFRAN de Bidos

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

(reproduction intégrale d'un tract provenant de l'usine SAFRAN, qui nous semble pouvoir intéresser tou(te)s les salarié(e)s d'Arconic

BULLETIN NPA ARCONIC

12 OCTOBRE 2021

"A l'usine SAFRAN de Bidos (près d'Oloron), nous sommes plus de 600 salariés dans la production de train d'atterrissage pour les avions Airbus.

Jeudi 09 septembre, pendant une demi-heure, de 13h45 à 14h15, nous nous sommes mis en grève à une grande majorité contre les projets de la direction de remettre en cause lourdement les horaires de travail et de présence à l'usine. Notamment, l'obligation de travailler les vendredi après-midi, l'obligation de travailler la demi-heure de casse-croute, la remise en cause du système de crédits d'heures donc d'horaires variable, les majorations des heures sup revues à la baisse, et tout ça imposés par notre direction locale dans un projet d'accord local à faire valider par nos syndicats.

Selon la direction cet accord nous serait plus favorable que l'accord central SAFRAN dit OATT déjà signé par la CFDT et la CGC. Ce nouveau plan dit de compétitivité se répand aussi dans toutes les grandes entreprises de l'aéronautique avec le but à peine caché de faire travailler plus ceux qui restent encore en activité avec le même salaire. Et ici la direction veut obtenir l'aval des syndicats qu'elle n'a pas à part la CFE CGC.

Depuis des mois que tout cela se trame, la colère grandit, et juste avant les congés, nous étions nombreux à faire dire aux délégués notre désaccord avec ces mauvais coups et qu'il fallait organiser un mouvement social pour le faire savoir. La direction, sentant cela, a décidé de couper en 2 son projet, remettant à plus tard son projet d'accord de compensation sur la pénibilité et maintenant celui sur les horaires.

Dès la rentrée, FO (majoritaire) tout comme la CGT (minoritaire), ont accepté d'organiser le mardi 07 septembre des AG (réunion des salariés payées) où ils ont dû expliciter les projets de la direction. A l'initiative de la CGT, il y a eu un vote majoritaire à main levée pour rentrer dans l'action. Le jeudi suivant nous nous sommes mis en grève une demi-heure avec d'autant plus d'entrain que nos collègues de l'usine de Molsheim en Alsace se sont eux aussi lancés dans une grève de 2 jours pour les mêmes revendications.

Du coup, tout le monde s'est dit OK pour se revoir à partir du lundi suivant pour discuter d'une plateforme revendicative concoctée par nos syndicats mais qui doit être soumise au vote des salariés avant d'être rediscutée en local avec la direction de l'usine. Les militants de la CGT ont élaboré les revendications (enrichies des propositions de salariés) qui pour l'essentiel disent qu'on veut garder nos acquis.

Voyant les événements s'accélérer, la direction a convoqué les organisations syndicales sans pour autant ouvrir un nouveau calendrier de réunion. Le lundi suivant la CGT a par la suite organisé un débrayage d'1 heure de grève par équipe avec AG pour discuter et valider ce cahier et c'est à 160 que nous nous sommes réunis et décidés de ne pas voter pour les propositions de la direction.

FO qui jusque-là acceptait de suivre sous notre pression a décidé de ne pas faire grève et d'organiser, d'ici au prochain CSE, un vote (qui quelque soit l'issue ne les empêcheront pas de voter l'accord de la direction). Sur ce, nous nous sommes donnés RV jeudi 23 avec barbecue à l'entrée de l'usine et 1 heure de grève pour essayer d'entraîner tous ceux qui hésitent encore à donner quitus à FO pour voter cet accord.

Cette nouvelle situation contribue au développement d'une conscience collective de changer les rapports de force dans l'usine. La volonté de notre direction reste la caporalisation des salariés en cherchant à les diviser. Mais à force de réduction des effectifs, les tensions sont de plus en plus fortes au sein de l'entreprise et nous voyons bien en revanche que SAFRAN dégage de plantureux profits. C'est la colère des salariés qui a obligé les organisations syndicales à ne pas se précipiter dans le dialogue social.

On en est là aujourd'hui : notre colère et notre combattivité restent toujours intactes, bien déterminés à faire respecter nos exigences et notre dignité de travailleurs. »

Et si ça nous donnait des idées, ici !!!!!

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



PASSE SANITAIRE : NON AUX SANCTIONS

On se souvient tous des mensonges du gouvernement, des pénuries de masques, de surblouses, de tests... Et aussi lorsqu'ils envoyaient travailler des soignants testés positifs, quand ils étaient « asymptomatiques ». Et voilà que maintenant les gouvernants voudraient leur faire porter la responsabilité de l'épidémie.

Les ordres sont clairs : sans présentation du passe sanitaire, à partir du 15 septembre les agents seront suspendus, sans salaire. Cela concerne également les collègues contractuels.

À l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas quelles mesures concrètes les directions d'Hôpital vont mettre en place. En tout cas une chose est sûre, il n'est pas question d'accepter des sanctions contre des soignant(e)s ou des départs forcés qui ne feraient qu'aggraver le sous-effectif déjà catastrophique qu'ils connaissent. La vaccination, oui, mais priver certains et certaines d'entre eux de leur revenu ou de leur emploi, c'est inacceptable.

PARKING DE L'HÔPITAL DU MANS : PAS DE PETITES ÉCONOMIES POUR LA VILLE !

C'est une mesure qui ne passe pas. Le parking de l'hôpital du Mans sera payant à partir du lundi 4 octobre. Excepté les 4500 salariés de l'établissement, les autres, qu'ils soient étudiants, stagiaires ou « clients », vont passer à la caisse. « Ce n'est pas une opération financière » explique la direction, c'est pour mettre fin à la saturation des parkings... par l'exclusion de ceux qui ne peuvent pas payer !

L'hôpital doit être accessible au plus grand nombre et cela passe par ne pas faire payer une place de parking. Nos vies valent plus que leurs profils !

TRANSDEV : UNE GRÈVE POUR DÉFENDRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Dans les dépôts de Vaulx-le-Pénil, Moissy et Vulaines-sur-Seine de Transdev, les conducteurs de bus sont tous en grève depuis le 6 septembre pour défendre leurs conditions de travail – seuls roulent quelques intérimaires.

La direction veut profiter de l'ouverture à la concurrence des transports en Région parisienne pour passer leur planning à l'année à des plannings fixés d'une semaine sur l'autre, avec des semaines où la présence au travail peut aller jusqu'à 45 heures mais payées 35 !

La direction de Transdev a lancé une attaque contre les travailleurs qui remet en cause beaucoup de choses, les conditions de travail comme les salaires. Tout le patronat des transports – et, au-delà, le patronat en général – observe pour savoir si Transdev réussira son mauvais coup. Il serait donc important que la colère de tout le monde du travail s'exprime massivement, entre autres à l'occasion de la journée de grève du 5 octobre.

ROYAUME-UNI : LES ÉPINES DU BREXIT

Virage à 180 degrés du Premier ministre, Boris Johnson, qui vient d'annoncer qu'il était prêt à accorder 5 000 visas temporaires à des travailleurs étrangers, une initiative à laquelle il s'était toujours refusé jusqu'alors, affirmant que le Royaume-Uni pouvait se passer sans problème de la main-d'œuvre venue du continent.

Résultat : le pays manque de plus de 100 000 chauffeurs de poids lourds, ce qui a entraîné la fermeture de supermarchés, de magasins alimentaires et de stations service. C'est ce qui fait tout le charme du Brexit, surtout en période de pandémie.

JEUX DE PUISSANCES AU MALI

Alors que le gouvernement français a décidé un retrait militaire du Mali en juin, voilà que le Premier ministre malien annonce l'emploi de mercenaires du groupe Wagner, société militaire privée liée au régime russe.

Les grandes puissances occidentales s'en émeuvent déjà, plus par souci de perdre leur influence dans la région au profit de la Russie, que pour les conséquences sur les populations maliennes.

Si l'armée française au Mali est connue pour ses bavures, les soldats de Wagner sont, eux, réputés pour leurs nombreuses exactions envers les civils lors d'autres conflits sur le continent africain.

L'occupation française n'a pas arrangé le sort des populations et n'aurait pour suppléants que des criminels de toutes origines, terroristes ou mercenaires. C'est ça qu'on appelle le « maintien de l'ordre » pour maintenir tout un peuple dans la pauvreté.

FIN DU REMBOURSEMENT DES TESTS : ÇA NE VA PAS DANS LE BON SENS

À partir du 15 octobre, les tests Covid deviendront payants pour les personnes non vaccinées. Même si on peut regretter qu'une minorité de la population reste réticente à la vaccination, cette décision risque d'avoir des effets négatifs. Pour éviter cette dépense, certains, dont les plus démunis, renonceront à se faire tester et pourront contaminer d'autres personnes. Ce ne seront pas seulement eux qui seront sanctionnés mais leur entourage, famille et collègues.

À défaut de les gagner à se faire vacciner, il aurait fallu au contraire les inciter à se faire tester fréquemment. Mais convaincre, ça ne fait pas partie des méthodes du gouvernement qui ne raisonne qu'en termes d'économies et de sanction.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63